

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 06/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE

Lieu-dit Les sablons
76530 YVILLE SUR SEINE

Références : UDRD.2024.08.T.576.CZ.Brj
Code AIOT : 0005801394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2024 dans l'établissement CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE implanté Lieu-dit Les sablons 76530 Yville-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Entre décembre 2019 et août 2020, la carrière des Sablons de la société CBN à Yville sur Seine a reçu 91000 t de déblais pyriteux en provenance du chantier Eole (SNCF Réseau). L'exploitant CBN a été autorisé par arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2022 à traiter les déblais pyriteux par ennoisement dans les bassins libérés par l'exploitation de la carrière. La visite d'inspection avait pour objectif de faire le point sur l'immersion des déblais pyriteux, dont une partie avait déjà été remblayée sur le site de la carrière en 2020 sous la cote 0 m NGF, mais une quantité estimée initialement à 30 000 tonnes était toujours stockée hors d'eau.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE
- Lieu-dit Les sablons 76530 Yville-sur-Seine
- Code AIOT : 0005801394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière localisée dans la vallée de la Seine, sur la boucle d'Anneville-Ambourville, et qui extrait à sec puis sous eau, des sables et graviers provenant des formations alluviales anciennes. Une partie du site fait l'objet de remblaiement avec des matériaux, dont certains proviennent d'Ile-de-France.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mesures spécifiques relatives à la mise en remblais des déblais pyriteux	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 8.4.6.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des eaux - déblais pyriteux	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 4.2.3	Sans objet
2	Accueil des déblais contenant du disulfure de fer (pyrite)	Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 8.4.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 5 juillet 2024, l'inspection de l'environnement a constaté que le chantier d'immersion des déblais pyriteux n'est pas commencé mais qu'il est en bonne voie et qu'aucun phénomène de lessivage acide n'est détecté à ce jour sur le site.

Néanmoins, l'inspection constate que l'exploitant ne s'est pas mis en conformité avec l'alinéa 3 de l'article 8.4.6.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 14 juin 2022 qui prévoyait l'ennoisement des déblais pyriteux hors d'eau dès notification de l'arrêté.

Environ 55 500 t de déblais pyriteux dont le producteur initial est la société SNCF Réseau ne sont toujours pas traités conformément à l'arrêté préfectoral du 14 juin 2022 et par conséquent à la réglementation relative aux Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE Chapitre I du livre V du CE) ainsi qu'à la réglementation des déchets (Chapitre IV du livre V du CE) sur le site de CBN à Yville sur Seine.

L'inspection demande à l'exploitant de procéder à l'ennoisement de l'ensemble des déblais pyriteux dans un délai maximal de 6 mois et propose à Monsieur le Préfet de Seine-Maritime de le mettre en demeure de régulariser sa situation au regard de l'article 8.4.6.7. de l'APC du 14 juin 2022 (Mesures spécifiques relatives à la mise en remblais des déblais pyriteux).

Par ailleurs, l'inspection propose également à Monsieur le Préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure le producteur initial des déblais pyriteux, SNCF Réseau, au titre de sa responsabilité en tant que producteur des déchets, de justifier du traitement final de ses déchets (articles L.541-2 et L.541-3 du Code de l'environnement). Il est demandé à SNCF réseau de s'assurer que ses déchets de déblais pyriteux sont gérés conformément à la réglementation des installations classées jusqu'à leur traitement final qui doit être réalisé dans un délai de 5 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux - déblais pyriteux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, impacts des déblais pyriteux sur mes eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.2.3. Surveillance des eaux de surface et eaux souterraines pour le cas du remblaiement avec des déblais pyriteux</p> <p>Le suivi qualitatif renforcé de la nappe des alluvions est maintenu à deux contrôles / mois au niveau des piézomètres et dans l'eau de la carrière pendant une période minimale de 6 mois une fois que les déblais pyriteux stockés hors d'eau auront été convenablement gérés (envoyés sous le niveau 0m NGF), puis tous les mois pendant une période de 2 ans, pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Métaux et métalloïdes : Al, Sb, As, Ba, Cd, Cr, Cu, Mn, Hg, Mo, Ni, Pb, Se, Zn, Fe(II) ; • Cations et anions : Fluor et Fluorures, Chlorures, Sulfates, Sulfures Totaux, Carbonates ; • Autres : COT, T°, pH, Conductivité, Eh, Oxygène dissous, TAC et DCO. <p>Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'évolution défavorable des résultats, mettant en évidence une suspicion d'acidification, l'exploitant informe l'inspection dans un délai de 48 heures et la fréquence d'analyse est augmentée.</p> <p>En cas de valeur du pH non-conforme à la fourchette $5,5 < \text{pH} < 8,5$, les opérations de remblaiement prévues par l'article 8.4.6 du présent arrêté sont suspendues et l'exploitant procède à une recherche de cause de variation du pH. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 20 juin 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le tableau de suivi bi-mensuel de la qualité des eaux souterraines et de surface recensant les données depuis le 12 septembre 2022 jusqu'au 07 mai 2024 aux points suivants: pZ1, pZ2, pZ7, pZ-ST3 et BPh14 . L'inspection a consulté les résultats du 10 juin 2024 le jour de l'inspection, lesquels ne révèlent pas d'évolution significative caractéristique d'une éventuelle acidification (pH, sulfates, arsenic, plomb, nickel, etc. peu évolutifs).</p> <p>Selon les analyses du 10/6/2024, les piézomètres présentent les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PZ2 : sulfates= 38,6 mg/L, pH = 7,1 ; - PZ-ST3 : sulfates= 12,9 mg/L, pH = 7,3 ; - PZ1 (au centre du site mais en aval d'une carrière TN+) : sulfates= 46,3 mg/L, pH = 7,2.

Par courriel du 12 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le tableau actualisé des mesures des 10 et 26 juin 2024. Les dernières mesures ne relèvent pas d'évolutions significatives.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accueil des déblais contenant du disulfure de fer (pyrite)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 8.4.6

Thème(s) : Risques chroniques, Déblais Pyriteux

Prescription contrôlée :

ARTICLE 8.4.6. Conditions de remblayage de la carrière par des déchets non-dangereux inertes et des terres présentant des sur-concentrations d'origine naturelle

Le remblaiement par des matériaux extérieurs inertes (dont des terres présentant des sur-concentrations d'origine naturelle dites TN+ issues de chantiers régionaux et d'Île-de-France, ou accessibles par voie fluvio-maritime) est autorisé dans tous les casiers de remblaiement aux seules fins du réaménagement prévu par le présent arrêté. Leur admission est autorisée pendant toute la durée de l'autorisation de la carrière.

L'exploitant est également autorisé, dès notification du présent arrêté, à accueillir des déblais contenant du disulfure de fer (pyrite) parmi les déchets d'ores et déjà admis sur le site pour le remblaiement des casiers.

Les déblais contenant du disulfure de fer (pyrite), dit « déblais pyriteux », sont ceux qui proviennent de chantiers de grandes infrastructures d'Île-de-France dont les formations n'ont pas fait l'objet d'une expertise géologique, ou qui ont fait l'objet d'une analyse de la teneur en sulfure ou soufre oxydable présentant un taux supérieur ou égal à 0,1 %.

L'exploitant est tenu de suivre la procédure d'admission visée dans le document référencé « Définition d'un protocole d'admission des déblais pyriteux provenant des chantiers de terrassement profond d'Île-de-France - Version n° 2 de novembre 2021 réf. 2021-1143 » pour l'accueil et le stockage de ces déblais pyriteux sur la carrière, complétée par les dispositions particulières pour ces déchets spécifiques énoncées ci-après.

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré à l'inspection ne pas avoir réceptionné d'autres déblais pyriteux en provenance d'Ile-de-France que ceux du chantier Eole (91 000 t de décembre 2019 à août 2020).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures spécifiques relatives à la mise en remblais des déblais pyriteux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2022, article 8.4.6.7

Thème(s) : Risques chroniques, gestion des remblais de déblais pyriteux

Prescription contrôlée :

Article 8.4.6.7. Mesures spécifiques relatives à la mise en remblais des déblais pyriteux

La zone d'ennoiement est scindée en trois bassins distincts afin de limiter la longueur de ces derniers à moins de 300 ml, pour éviter des effets de « houle/clapot » lors d'épisodes tempétueux pouvant remettre les matériaux ennoyés en suspension.

Les déblais pyriteux sont acheminés par convoyeurs à bandes sur pontons flottants vers la trémie de mise à l'eau.

L'exploitant procède, dès notification du présent arrêté, à l'immersion des déblais pyriteux déjà remblayés sur le site de la carrière et stockés hors d'eau. Pour ce faire, l'exploitant vérifie à nouveau l'absence d'oxydation de ces déblais 24 h avant leur immersion, en suivant le protocole défini pour admettre les déblais pyriteux sur la carrière. Cette vérification consiste en :

- une mesure du pH d'un nombre suffisant d'échantillons prélevés au sein de ces déblais (ce nombre sera à justifier en fonction du tonnage des déblais stockés hors d'eau) ;
- ainsi que la vérification de l'absence de rouille visible sur ces déblais.

Pour garantir l'efficacité de l'immersion sur ces déblais pyriteux, l'exploitant doit s'assurer de l'absence d'oxydation des déblais avant la mise en remblais sous eau. L'exploitant procède ainsi systématiquement à l'ennoiement des déblais pyriteux admis sur le site dans un délai maximal de 24 heures suivant la mesure du pH établie conformément à l'article 8.4.6.3. du présent arrêté. Une attention particulière doit notamment être portée aux week-ends et jours fériés.

Le toit de la nappe libre des alluvions au droit de la carrière des Sablons en période de basses eaux est positionné à environ 1 m NGF. Ainsi, en conservant une marge de 1 m par rapport aux niveaux mesurés en période de basses eaux, la cote maximale de remblaiement des déblais pyriteux est fixée à **0 m NGF** pour s'assurer que ces déblais soient maintenus en toute circonstance sous le niveau de la nappe.

L'exploitant vérifie par ailleurs régulièrement, en cours d'exploitation, la distribution granulométrique des déblais pyriteux destinés à être remblayés sous eau, de manière à ce que la hauteur d'eau minimale de 1 m soit systématiquement validée par la formule de Atkins.

Au-delà de la cote de remblaiement fixée à 0 m NGF, les déblais pyriteux sont recouverts par des déchets inertes puis la revégétalisation du site (boisements, prairies, landes, pelouses calcicoles conformément au chapitre 8.4.2.2 de l'arrêté).

L'exploitant doit veiller à ce que la mise en place, à partir du bord, des matériaux inertes non pyriteux ne crée pas de mouvement pouvant remettre en suspension les déblais pyriteux. Pour ce faire, un déflecteur peut être utilisé pour mettre en place les matériaux inertes non pyriteux, au moins pour les premiers centimètres.

L'exploitant s'assure par ailleurs que les 60 000 tonnes de déblais pyriteux déjà immergés à date de notification du présent arrêté sont ennoyés dans les mêmes conditions que pour les futurs déblais pyriteux qui sont réceptionnés sur site (hauteur d'eau suffisante, recouvrement par des déblais inertes, etc.).

Condition de réversibilité ou traitement

Les déblais pyriteux admis sur le site sont déposés de telle sorte qu'ils puissent, si nécessaire, être intégralement retirés pour être réorientés vers une filière compatible avec leurs caractéristiques physico-chimiques ou traités sur place. Un mode opératoire et/ou protocole est spécifiquement prévu par l'exploitant, dès notification du présent arrêté et en cas de besoin, et validé par l'inspection, pour retirer ou traiter sur place les déblais pyriteux ennoyés.

Bilan

Les opérations d'ennoiement de déblais pyriteux font l'objet d'un bilan à 6 mois et 12 mois après le début de la première opération d'ennoiement. Ce bilan comporte à minima :

- un bilan quantitatif et qualitatif des matériaux ennoyés (quantité, caractéristiques chimiques, etc) ;
- les résultats de la surveillance des eaux superficielles et souterraines ;
- un descriptif des écarts éventuels au protocole d'admission et d'ennoiement des déblais pyriteux joint à la demande et visé en référence.

Constats :

Entre décembre 2019 et août 2020, la carrière des Sablons a reçu de l'ordre de 96 000 t de déblais en provenance du chantier Eole dont le maître d'ouvrage est SNCF Réseau (selon le document d'acceptation préalable DAP du 5/12/2019 transmis par courriel du 05 juillet 2024, producteur des déblais : SNCF Réseau RER EOLE SIRET : 41228073720375). En avril 2021, l'exploitant a été informé par la DREAL Normandie que ces déblais de tunneliers naturellement riche en pyrite était de nature non inerte et susceptible de développer un phénomène de lessivage acide sur son site pouvant impacter l'environnement. Par un dossier de porter-à-connaissance du 01 février 2022 appuyé d'une tierce expertise du BRGM datée du 1^{er} mars 2022 (conformément à la note DGPR du 3 décembre 2021), l'exploitant a demandé à Monsieur le Préfet de Seine-Maritime la possibilité de traiter les déblais pyriteux par immersion dans les bassins libérés par l'exploitation de la carrière.

Cette solution de traitement a été autorisée par l'article 8.4.6.7. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2022 qui prévoit une immersion sous un minimum de 1 mètre d'eau des remblais soit, pour le site des sablons, à une altitude maximale de 0 m NGF.

Le jour de la visite, l'exploitant déclare avoir réceptionné des déblais du chantier Eole par barges d'environ 2 500 t (jusqu'à quatre par semaine) sur deux périodes distinctes. Le lot E5 de mi décembre 2019 à janvier 2020 a été déposé en phase 1a et le lot F3 de juin à août 2020 a été déposé le long du merlon phases 1b et 1a. Ces matériaux ont été déposés en fond de bassin parfois avec des couches intermédiaires fines de déblais inertes afin d'en améliorer la portance puis recouverts d'une épaisse couche de déblais inertes afin de rendre possible la circulation avec des engins en surface. Les déblais pyriteux de couleur noirs sont faciles à identifier visuellement, ils ne peuvent être confondus avec les autres déblais réceptionnés qui sont beaucoup plus clairs. Par ailleurs, des relevés topographiques intermédiaires réalisés avant leur réception permettent de situer assez précisément le périmètre des zones initiales de dépôt (relevé topographique réalisé fin novembre 2019 par CBN) .

En juin 2024, l'exploitant a procédé à des sondages à la pelle mécanique de 6 à 7 m de profondeur de la couverture jusqu'aux sables noirs fins afin de délimiter plus finement les zones de remblai et estimer plus précisément le volume de sables noirs dits "hors d'eau" à retirer et à immerger sous eau dans un autre bassin (quantité de sable noir au dessus de la cote altimétrique de 0 m NGF pour une nappe située en moyenne à 2,5 m NGF). Le plan des sondages et de cubature des déblais pyriteux hors d'eau à déplacer a été présenté à l'inspection le jour de la visite et transmis par courriel du 12 juillet 2024. Les déblais sondés ne présentent pas de trace d'oxydation, ni de rouille et sont identifiés sur trois zones au sein de la phase 1a dont la cubature (hors terre de découverte inerte à retirer) entre le toit des sables de cuise et la cote à 0 m NGF est estimée à :

- zone Nord dite "E5": 14 767 m³

- zone Centre et Sud dite "F3": 12 276 m³ + 5 600 m³

-> soit un total de 32 643 m³ soit, pour une densité estimée à 1,7, de l'ordre de 55 500 t de déblais pyriteux non envoyés sous la cote 0 m NGF.

L'exploitant envisage de retirer la couche de couverture afin de la réutiliser sur site et d'immerger l'ensemble des déblais compris entre le toit des sables noirs et la cote 0 m NGF y compris les petites couches intermédiaires d'inertes mis en œuvre pour améliorer leur portance.

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection des devis et commandes de prestations et matériels en cours (transmis par courriel du 12 juillet 2024), **afin de débiter l'excavation des déblais de la phase 1a et leur immersion dans le bassin 3 d'une profondeur de -7 à -8 m NGF au plus tôt en août 2024 (lorsque l'exploitation du gisement se sera déplacée suffisamment au Nord) pour une fin de chantier fin 2024 si la météo le permet.**

Il estime le montant des travaux en interne (hors traitement vers un site externe en cas de constat d'acidification des déblais) à plusieurs centaines de milliers d'euros soit un surcoût de traitement important lié à la nature acidogène des déblais. L'inspection a consulté les devis et commandes de bandes transporteuses flottantes, terrassement, sonar, etc. nécessaire à la mise en œuvre de ce chantier.

L'exploitant a présenté à l'inspection l'organisation physique des chantiers lors de la visite de terrain : emplacement des points de sondages à la pelle sur les trois zones comportant des sables noirs pyriteux et zone d'ennoiement dans le bassin 3.

L'inspection a ainsi constaté que :

- la zone dédiée à l'ennoiement dans le bassin 3 aura bien une longueur limitée à 300 m afin d'éviter les effets "houle / clapot" en cas d'épisode tempétueux ;
- l'exploitant prévoit de faire acheminer directement les déblais de la zone d'extraction jusqu'au bord du bassin 3. Les tombereaux circuleront sur une piste et une rampe dédiées isolées par un merlon afin d'éviter toutes co-activités avec l'extraction de sable plus au Nord sur le bassin. Les sables pyriteux seront déchargés dans une trémie raccordée à trois convoyeurs à bandes sur pont flottant de 40 m de long chacun soit 120 m qui alimenteront une trémie de mise à l'eau (achats en cours) ;
- l'exploitant s'est équipé du matériel nécessaire à la vérification sur place du pH dans la demi-heure précédant la mise à l'eau des déblais qui seront extraits ;
- la pelle d'extraction sera munie d'un godet à GPS permettant de localiser précisément les coordonnées et l'altitude du point d'extraction. La capacité d'extraction serait de l'ordre de 1 000 t/j, la durée du chantier est estimée à au moins 50 jours (prestation externe en cours de devis). Il est prévu de purger les mailles de 1 000 t une par une afin de pouvoir refermer le chantier chaque soir si nécessaire en commençant par la zone centrale et Sud (dite "F3") la plus éloignée du bassin ;
- l'altimétrie dans le bassin sera vérifiée par un relevé au sonar à chaque fin de poste puis à la fin du chantier (achat du sonar en cours) ;
- le chantier sera conduit du lundi au vendredi de 7h30 à 17h afin de limiter les nuisances sonores pour les habitations les plus proches de la zone F3 même si celles-ci sont séparées du site par un merlon et une prairie ;
- une feuille de suivi journalier des opérations d'ennoiement sera renseignée (modèle transmis par courriel du 12 juillet 2024), elle inclura l'enregistrement du pH et le résultat du contrôle visuel (absence de rouille).

De plus, l'exploitant envisage de faire contrôler le chantier par un huissier une fois par semaine.

Par courriel du 12 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection un récapitulatif des tonnages apportés par barge dit "Barge Eole Courbevoie" : 36 barges du 10 décembre 2019 au 28 août 2020 pour un total de 91 331 tonnes, les rapports d'analyses associés à chaque barge ainsi que le rapport de contrôle interne de présence de pyrite dans les déblais apportés (rapport 21DTOA0312-A-P001-001).

En conclusion, le 5 juillet 2024 l'inspection de l'environnement a constaté que le chantier d'immersion des déblais pyriteux n'est pas commencé mais qu'il est initié et qu'aucun phénomène de lessivage acide n'est détecté à ce jour sur le site.

Néanmoins, l'inspection constate que l'exploitant a pris du retard et qu'il ne s'est pas mis en conformité avec l'alinéa 3 de l'article 8.4.6.7 de l'arrêté préfectoral du 14 juin 2022 qui prévoyait l'ennoiement des déblais pyriteux hors d'eau dès 2022.

Environ 55 500 t de déblais pyriteux dont le producteur initial est la société SNCF Réseau ne sont toujours pas traités conformément à l'arrêté préfectoral du 14 juin 2022 et, par conséquent, à la réglementation relative aux Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE Chapitre I du livre V du CE) ainsi qu'à la réglementation des déchets (Chapitre IV du livre V du CE) sur le site de CBN à Yville-sur-Seine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 2 : L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant CBN de procéder à l'ennoiement de l'ensemble des déblais pyriteux (soit de l'ordre de 55 500 t) sous un délai de 6 mois en application de l'article 8.4.6.7. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 juin 2022 (Mesures spécifiques relatives à la mise en remblais des déblais pyriteux). La mise en demeure sera réputée satisfaite si CBN procède à l'ennoiement des déblais pyriteux non oxydés sur son site et/ou à l'évacuation des déblais oxydés vers un site dûment autorisé à les recevoir avant le 31 décembre 2024.

Par ailleurs, l'inspection propose également à Monsieur le Préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure le producteur initial des déblais pyriteux, la société SNCF Réseau, au titre de sa responsabilité en tant que producteur des déchets sur le traitement final de ses déchets (articles L.541-2 et L.541-3 du Code de l'environnement). Ainsi, **il est proposé de mettre en demeure SNCF Réseau de justifier que ses déchets de déblais pyriteux sont gérés conformément à la réglementation des installations classées jusqu'à leur traitement final qui doit être réalisé avant le 31 décembre 2024, soit en s'assurant que leur prise en charge par la société CBN est réalisé conformément à la réglementation des ICPE soit en faisant procéder au retrait de ses déchets du site CBN et en les évacuant vers un site dûment autorisé à les recevoir.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois